

Date de réception: 14/09/2018 Date d'acceptation: 20/11/2018

Le chômage en Algérie : Caractéristiques, Causes et Conséquences

Unemployment in Algeria: Characteristics, Causes and Consequences.

Par : Benyahia Salima
benhsalima24@gmail.com
Centre Universitaire de Tamanrasset
Tamanrasset University Center

Résumé

L'Algérie, comme tous les autres pays du monde, est menacée par le chômage. Ce phénomène mondial affecte une part trop importante de la population active, dont Les taux de chômage sont élevés avec des disparités selon l'âge, le sexe et le niveau d'instruction, et dont les conséquences sont néfastes sur le plan économique.

L'objet de notre article est de mettre en lumière les principales caractéristiques, causes et conséquences du chômage en Algérie. Plusieurs résultats sont obtenus : le chômage est un phénomène qui touche particulièrement les jeunes, les femmes et les diplômés universitaires. Un certain nombre de facteurs fondamentaux sont derrière l'émergence et l'exacerbation du chômage. L'Algérie subit actuellement les effets de l'accroissement démographique des décennies soixante-dix et quatre-vingt du XXe siècle, en particulier dans les domaines de l'éducation et le marché de travail. Avec La présence d'un déficit d'emplois décentes et permanents, l'inadéquation entre l'emploi et la formation, la crise économique et les flux migratoires, les conséquences sont néfastes sur le plan économique, notamment en matière de la consommation, la production, la situation financière de l'Etat ainsi que sa survie.

Mots clés : Algérie ; chômage ; taux de chômage ; population active.

Abstract

Algeria, like the other countries of the world, is threatened by unemployment. this phenomenon affects a big number of the active population where the rate of joblessness is high according to age, sex, and level of education where the consequences harm the economical field.

The objective of our article is to shed the light on the major characteristics, causes and effects of unemployment on Algeria. Many results were obtained: unemployment is a phenomenon that touches the youth particularly including women and graduate students. A certain number of the fundamental factors is behind the emergence of unemployment. Algeria undergoes the effects of the demographic increase of the 1970s and 1980s, particularly in the fields of education and the work market. With the lack of the decent and permanent jobs, the inadequacy between the job and the formation, the economic crisis, and migratory flux, the consequences are harmful on the economic plan, mainly in terms of consumption, production, the financial situation of the country and its survival.

Key words: Algeria; unemployment; unemployment rate; population, active.

Introduction

Le chômage est un défi majeur pour toutes les économies du monde. Aucune société quel que soit son niveau de développement économique, n'est à l'abri de ce phénomène, qui est devenu un thème central du discours politique. Alors que Le taux du chômage dans le monde est estimé à 6% en 2017, le Taux du chômage a atteint 12,3% au niveau national à la même période, soit plus du double. Il touche davantage les jeunes, les femmes et les universitaires. Par ailleurs, le chômage apparaît pour diverses raisons dont L'évolution de la démographie, l'inadéquation des compétences, le déficit d'emplois décents et permanents, La crise économique mondiale et l'appel à la main-d'œuvre étrangère constituent des facteurs explicatifs des taux élevés du chômage dans l'Algérie. En outre, il est d'une

influence cruciale sur la croissance et la prospérité de l'économie.

Dans le présent article, nous allons identifier les principales caractéristiques, causes et Conséquences du chômage en Algérie.

1. Définition du chômage

En théorie, le chômage a une définition internationale dont les faits, les évaluations sont propres à chaque pays, reposant pratiquement sur deux critères : la situation qui signifie le fait de ne pas occuper d'emploi, le comportement qui signifie le fait de rechercher un emploi. En effet, chaque institut utilise des sources statistiques différentes et adapte la définition du Bureau International du Travail (BIT) à son cas particulier. Il découle de ceci que les comparaisons entre pays sont difficiles à mener. D'une part, parce que chaque pays a ses singularités socioculturelles, et d'autre, part parce que la définition et les méthodes d'évaluation du chômage diffèrent d'un cas à l'autre⁽¹⁾. Ainsi, L'office national des statistiques en Algérie, adopte la définition du BIT qui revient à la 13^{eme} conférence internationale des statisticiens de Genève en 1982, et qui stipule que les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant dépassés un âge spécifié qui au cours de la période de référence étaient⁽²⁾ :

✓ Strictement sans travail, c'est-à-dire, qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié.

✓ Absolument disponibles pour travailler dans un emploi salarié ou non durant la période de référence.

✓ A la recherche d'un travail, c'est-à-dire, qu'avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non. Ces dispositions peuvent inclure : l'inscription à un bureau de placement public ou privé, la candidature auprès d'employeurs, les démarches sur les lieux de travail, l'insertion ou la réponse à des annonces dans les journaux, les recherches par relations personnelles, la recherche de terrain, d'immeubles, de machines ou d'équipement pour créer une entreprise personnelle et les

démarches pour obtenir des ressources financières, des permis, des licences, etc.

2. Les caractéristiques du chômage en Algérie

Le chômage en Algérie présente un certain nombre de caractéristiques essentielles qui peuvent être résumées comme suit :

2.1. Le chômage, un phénomène affectant les jeunes

L'indicateur du chômage en Algérie nous indique la hausse du taux de chômage des jeunes par rapport à celui des adultes. Entre les années 1984, 1989 et 1995, le nombre des chômeurs est passé de 650.000 à 1.800.000 puis à 2.100.000. Le taux de chômage a atteint 28%. Les principaux demandeurs d'emplois étaient des jeunes, dont 85% avaient moins de 30 ans. Sur 100 nouveaux actifs, 31 seulement trouvaient à s'employer et 69 restaient au chômage. Ce phénomène que connaît le pays était essentiellement un chômage d'insertion, dont plus de 63% des chômeurs étaient à la recherche de leur premier emploi. Le chômage touchait les jeunes quel qu'il soit leur niveau d'instruction⁽³⁾.

En 2009, selon les données nationales, le taux de chômage des jeunes atteignait 21,5% et le chômage touchait davantage les jeunes urbains que les ruraux⁽⁴⁾. Ce dernier était supérieur de près de trois fois du taux de chômage des adultes. Par ailleurs, dans la même année la proportion des jeunes chômeurs sur le total des chômeurs atteignait 43,6%. Ce phénomène était lié principalement à l'insertion difficile de ces jeunes dans le monde du travail, faute de manque d'expériences professionnelles d'un côté, et l'obligation d'une situation vis-à-vis du service national d'un autre côté⁽⁵⁾.

En 2011, le taux de chômage au niveau national s'est établi à 10%. Il semblait être maintenu par rapport à 2010. L'effectif des chômeurs atteignait 1.063.000. Par ailleurs, le chômage affectait particulièrement les jeunes, avec un taux de 23.8% pour la catégorie de 16-19 ans, 22.1% pour la catégorie de 20-24 ans, alors que chez les adultes de 25 ans et plus, il s'est établi à 7.2%.

Ainsi le niveau de chômage chez les jeunes atteignait le triple de celui observé auprès des adultes⁽⁶⁾. Le taux de chômage des jeunes était estimé à 24% avec une forte disparité entre les sexes: 38% pour les femmes et 19,1% pour les hommes⁽⁷⁾.

Dans les années qui suivaient, 2012, 2013, 2014, 2015, jusqu'à 2016, le taux de chômage atteignait respectivement au niveau national, 9,8%, 10,6%, 11,2%, 9,9% et 12,3%, avec des disparités significatives selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme, dont la part des jeunes de 16-24 ans était estimée successivement à 27,5% et 24,8% entre 2012 et 2013, 25,2 %, 29,9%, 24,7% et 29,7% en 2017⁽⁸⁾. En effet, selon des études menées par le B.I.T, le chômage des jeunes est resté au cours des deux dernières décennies, en moyenne, trois fois plus élevé que celui des adultes, et dans certains cas, cinq fois supérieur. Pour sa part, le taux de chômage global qui était de 29,5% en 2000, a été ramené à 12,3% en avril 2017⁽⁹⁾. En dépit des progrès notables accomplis, l'Algérie reste confrontée à des défis en matière d'amélioration des opportunités d'emploi. Les consultations nationales post-2015 soulignent que la création d'opportunités d'emploi figure parmi les principales préoccupations de la population, en particulier les jeunes de moins de 35 ans qui constituent plus de 60% de de la population algérienne. Malgré la mise en œuvre de politiques nationales de promotion de l'emploi, le taux de chômage chez les jeunes âgés de 16 à 24 ans s'élève à 24,8%⁽¹⁰⁾. Le niveau relativement élevé du chômage des jeunes peut être expliqué par un certain nombre de facteurs⁽¹¹⁾:

✓ Les opportunités d'emploi sont insuffisantes par rapport à la demande.

✓ Les opportunités disponibles sont incompatibles avec le profil des demandeurs en termes de compétences et d'expériences exigées.

✓ L'entrée annuelle de 300.000 nouveaux demandeurs d'emploi sur le marché du travail (diplômés universitaires, jeunes issus de la formation professionnelle, jeunes en rupture scolaire).

- ✓ L'inadéquation entre les compétences offertes par le système éducatif et les qualifications exigées par le marché du travail ainsi que pour la promotion du développement économique local.
- ✓ La préférence pour l'emploi dans le secteur public considéré comme offrant un plan de carrière plus sûr.
- ✓ Le manque d'information sur l'offre et la demande d'emploi au niveau local et les inégalités dans la répartition géographique des opportunités d'emploi.
- ✓ Le manque d'information, d'orientation et de suivi des bénéficiaires potentiels des mécanismes existants en matière d'entrepreneuriat.

2.2. Le chômage, un phénomène affectant les femmes

Le taux de chômage par sexe montre une disparité qui s'accuse au fil de plusieurs années. Le chômage touchait plus les femmes que les hommes (voir tableau (1)).

Tableau (1) : Population en chômage et taux du chômage par groupe d'âge et sexe 2016

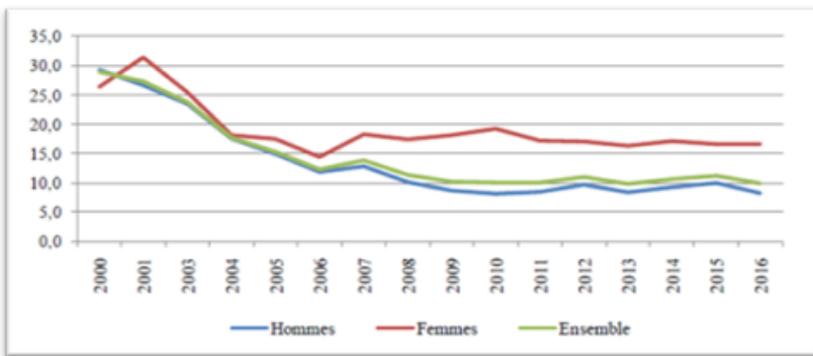
	Masculin		Féminin		Total	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
- de 20 ans	97	30.7	12	38.2	108	31.4
20-24	210	19.3	93	40.2	304	22.9
25-29	209	13.4	152	25.4	361	16.7
30-34	113	7.2	65	13.3	179	8.6
35-39	66	5.0	39	10.3	105	6.2
40-44	37	3.2	28	9.2	65	4.5
45-49	24	2.4	12	5.5	36	2.9
50-54	20	2.4	4	3.0	24	2.5
55-59	14	2.8	3	4.4	17	3.0
Total	790	8.2	408	16.5	1198	9.9

Source : Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2016. Alger, p. 5.

Alors que le taux de chômage global baissait en passant de 27,3% en 2001 à 10,2% en 2009, il demeurait toujours important chez les femmes : 31,4% en 2001 et 18,10% en 2009. Par contre, il déclinait chez les hommes passant de 26,6% en 2001 à 8,6% en 2009⁽¹²⁾. Suite à une augmentation sensible du taux de chômage des hommes, qui est passé de 8,1% à 8,4%, il a été remarquer une baisse de près de 2% du chômage des femmes,

qui est passée de 19,2% en 2010 à 17,2% en 2011⁽¹³⁾. Au sens du BIT, cette baisse se poursuit pour atteindre 17,0% en 2012 et 16,3% en 2013⁽¹⁴⁾. Entre 2014 et 2015, le taux de chômage auprès des femmes atteignait 17,1 % et 16,6% contre 9,2% et 9,9% chez les hommes⁽¹⁵⁾. En 2016, alors que ce dernier est passé de 9,9% à 8,2% durant cette période, celui des femmes a connu une quasi-stagnation à la même période⁽¹⁶⁾ (voir figure(1)).

Figure (1): Évolution du taux de chômage selon le genre (2000-2016)



Source : Office National des Statistiques (ONS). Enquête Emploi auprès des Ménages (2011/2016). Dans : Lamia, Benhabib. « Chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien : analyses multidimensionnelles et expérimentation ». Thèse de Doctorat, Université Paris- Est Creteil, 2017, p. 55.

Le chômage accuse d'importantes disparités selon le sexe. Les résultats de l'enquête par l'ONS en 2016 auprès des ménages, révèlent un chômage qui sévit particulièrement parmi la catégorie la plus jeune ainsi que les femmes⁽¹⁷⁾.

La figure (1) présente une évolution du taux du chômage féminin en dents de scie sur toute la période considérée. Après une descente régulière pour presque se confondre en 2004, les taux de chômage féminins et masculins divergent progressivement avec un pic en 2009 pour redescendre en 2016. La baisse du taux de chômage national incluant la baisse du taux de chômage des femmes entre 2001 et 2009 résulte des efforts de réforme déployés par le gouvernement dans le but d'accélérer la croissance économique. Cette dernière était stimulée par le

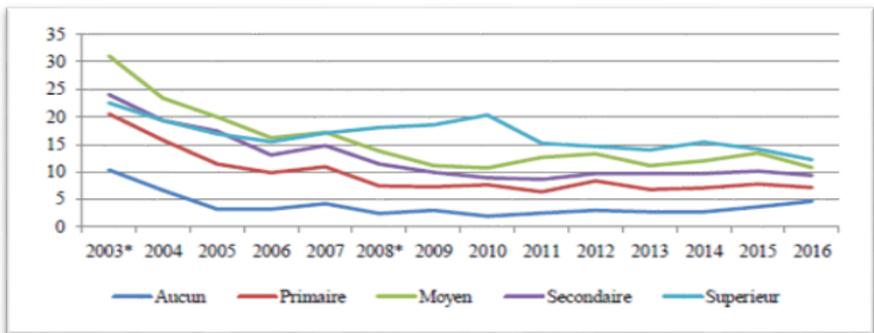
programme spécial de relance économique (PSRE), qu'avait pour objectif de créer 850.000 emplois au cours de la période 2001/2004, et qui a contribué à une baisse du chômage de 28% à 23,7%, en plus du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC). Cependant, en 2004, la Banque Mondiale après une évaluation du PSRE a fourni une conclusion : les emplois créés seront temporaires, avec un effet de 850 000 emplois : 170 000 directs, et 664 000 indirects⁽¹⁸⁾. Le poids des activités informelles au sein ou hors du domicile est apparemment à l'origine de la baisse du taux du chômage chez les femmes âgées de plus de 30 ans et les femmes mariées, en plus de l'augmentation de la part de la catégorie des indépendantes et de celle du secteur privé comme employeur des femmes. Le travail à domicile concerne aussi de plus en plus des femmes instruites. L'opposition familiale et l'intérêt financier (activité mieux rémunérée) se partagent les premières places suivies par la contrainte de l'éducation des enfants. Les enquêtes qui distinguent l'emploi formel de l'informel, font ressortir que l'emploi des femmes s'étire vers des tranches d'âge plus avancées⁽¹⁹⁾. Par ailleurs, l'accroissement du chômage féminin est souvent expliqué par : des raisons économiques et plus précisément par la baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'augmentation de la taille du ménage et l'instruction des femmes⁽²⁰⁾, menant à une augmentation de l'effectif des femmes actives et des demandeuses d'emploi.

2.3. Le chômage, un phénomène affectant les diplômés universitaires

Alors qu'il est relativement limité chez les jeunes de niveau primaire et les analphabètes, le chômage est fortement concentré parmi les sortants de l'enseignement secondaire et les diplômés⁽²¹⁾, notamment, les diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Selon l'ONS, le chômage touchait davantage les universitaires et plus particulièrement les diplômés. Alors que le taux de chômage s'est établi à 8.2% auprès de la population n'ayant aucun diplôme, 12.4% auprès des diplômés des instituts et écoles de la

formation professionnelle, il a atteint 16.1% auprès des diplômés de l'enseignement supérieur. En matière de durée, 71.3% des chômeurs connaissaient un chômage de longue durée (en situation de chômage depuis un an ou plus)⁽²²⁾. En effet, Après avoir connu une baisse sensible durant la période 2010-2013, passant de 21,4% à 14,3% pour atteindre 13,0% en avril 2014, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a connu une augmentation sensible en septembre 2014 pour atteindre 16,4% avec des disparités significatives selon le sexe : 10,9% auprès des hommes et 22,1% chez les femmes. La situation est plus critique pour les femmes⁽²³⁾. Entre 2014 et 2015, une régression du taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a été constatée passant de 16,4% à 14,1%. En 2016, il a atteint 12%⁽²⁴⁾ (voir figure(2)).

Figure (2) : Évolution du taux de chômage selon le niveau d'instruction (2003-2016)



Source : Office National des Statistiques (ONS). Enquête Emploi auprès des Ménages (2005/2016). Dans : Lamia, Benhabib, Op. cit., p. 60.

La figure (2) permet d'examiner l'évolution du taux chômage par qualification. On constate que le taux du chômage des populations non ou faiblement qualifiées diminue au moment même où celui des diplômés universitaires augmente (2010). Les salariés ayant un niveau d'instruction supérieur, recrutés avant 1992, occupaient des postes supérieurs décents. Entre 2003 et 2010, les universitaires sont de moins en moins recrutés dans les postes supérieurs mais de plus en plus dans les postes intermédiaires et les emplois non qualifiés. Cela signifie

clairement qu'il y a une détérioration de la qualité de l'emploi pour les personnes avec un niveau supérieur ou plus exactement une déqualification⁽²⁵⁾, compte tenu du déclin du rôle du secteur public et de l'émergence du rôle du secteur privé, qui crée des emplois instables, cette situation qui s'est aggravée par la crise économique. Le chômage est d'une longue durée. Ceci traduit, l'incapacité de l'économie nationale à absorber les jeunes actifs en raison de l'inflation des effectifs du cycle supérieur, mais, aussi l'inadéquation croissante entre les qualifications et la demande exprimée par les entreprises et les administrations. Le système d'éducation et de formation se déconnecte de plus en plus du marché du travail qui absorbe plus facilement les demandeurs non qualifiés, ce qui signifie un faible rendement de l'éducation. En ce qui concerne la régression des taux de chômage après l'an 2010, on peut l'expliquer soit par l'immigration des jeunes universitaires, soit par leur orientation au travail indépendant, soit par leur retour aux études.

3. Les causes du chômage en Algérie

De nombreux facteurs fondamentaux ont induit le chômage en Algérie, mais avec une hausse du chômage des jeunes.

3.1. Émergence d'une explosion démographique des jeunes

L'évolution de la démographie constitue un facteur explicatif des niveaux élevés de chômage des jeunes dans l'Algérie. La population jeune augmente à un rythme plus rapide que les autres franges de la population dans l'ensemble du pays, un Algérien sur deux a moins de 20 ans. Les jeunes de moins de 15 ans composent 40% de l'effectif total, les jeunes de moins de 35 ans constituent plus de 60 % de la population. Une telle structure par âge est la conséquence d'une croissance naturelle qui s'est maintenue à un niveau de 3% l'an jusqu'en 1980. Elle a baissé considérablement depuis, de près du 1/3 en 10 ans. En 1994, le croît naturel est de 2,1%. La population Algérienne est extraordinairement jeune⁽²⁶⁾. En 2005, les jeunes représentaient 23% de la population totale. Selon les démographes, les poussées de la population jeune surviennent dans tous les pays à un certain stade de son développement, lorsque les taux de

mortalité et de fécondité élevés diminuent et engendrent un accroissement de la population active⁽²⁷⁾.

En 2012, la population atteignait 37 millions habitants. Une explosion de la natalité a été enregistrée ces dernières années. Celle-ci s'expliquait par la soudaine augmentation du nombre de mariages et la diminution de la mortalité. Le taux de natalité a augmenté de 1,3% entre 2011 et 2012 pour atteindre 1 million de naissances en 2014. Si cette tendance se poursuit, elle risque d'exercer une forte pression sur le marché du travail à l'avenir⁽²⁸⁾. Selon l'ONS, la population Algérienne a été multipliée par 4 depuis 1966 pour atteindre 40 millions d'habitants au 1er janvier 2016. Après la décennie noire, l'Algérie pourrait connaître une nouvelle vague de fort accroissement de la population jeune. La prédominance des moins de 15 ans persistera dans les décennies à venir, et ce n'est qu'en 2040 qu'elle devrait s'équilibrer avec celle des plus de 60 ans⁽²⁹⁾.

L'Algérie subit actuellement les conséquences de l'accroissement démographique des décennies 70 et 80, notamment dans les domaines de l'éducation et le marché de l'emploi. L'émergence, la poussée de ces générations d'adolescents et de jeunes adultes scolarisés pour le plus grand nombre, à la recherche d'un emploi, marque la société Algérienne et modifie profondément sa réalité sociale. Pour les responsables c'est une nouvelle donnée dont il faut tenir compte⁽³⁰⁾. Toutefois, si des emplois ne sont pas générés pour absorber les jeunes dans l'économie, cela aura des coûts importants tant pour la société qu'au niveau individuel, à savoir le gaspillage des ressources humaines, le chômage structurel des jeunes, le développement de l'informel dans l'économie et éventuellement l'instabilité sociale et politique. Dès lors, la poussée démographique des jeunes n'est pas en soi une cause du chômage des jeunes. Ce qui est important, c'est la façon dont les pouvoirs publics font face à cette émergence⁽³¹⁾.

3.2. Inadéquation des compétences (Emploi et formation)

Le gouvernement Algérien a fortement investi dans l'éducation au cours des 30 dernières années en engageant plus de 5% du PIB et près de 20% du montant total du budget national. Malheureusement les résultats sont insatisfaisants au plan économique. L'offre d'éducation est inégalement répartie. Les élèves pauvres ou vivants en milieu rural ont moins accès à l'éducation que les élèves non pauvres ou vivant en milieu urbain. Par conséquent, environ 2% des élèves Algériens abandonnent l'école primaire, particulièrement les filles qui doivent souvent travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Le taux d'abandon parmi les élèves du cycle secondaire est de 13%⁽³²⁾. Plus important, le système éducatif n'a pas produit de personnes ayant les compétences et la formation exigées par le marché de l'emploi tant au plan individuel qu'au plan collectif. Un excédent d'étudiants de l'université se spécialise dans les matières non techniques, contre un déficit d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens qui sont les éléments moteurs de la croissance économique. En 2003, 55% des étudiants Algériens étaient inscrits dans des cours de sciences sociales, de l'éducation et de sciences humaines, tandis que seulement 18% poursuivaient des programmes d'études dans des filières scientifiques, techniques et d'ingénierie. Par contre, dans les économies hautement performantes d'Asie de l'Est, plus de 40% des étudiants se spécialisaient dans les domaines de la science, de la technologie et de l'ingénierie⁽³³⁾. Quant aux employeurs, précisément du secteur privé, ils préférèrent plutôt embaucher des adultes ayant une expérience professionnelle que des jeunes dotés de compétences acquises à travers l'éducation formelle. Etant un obstacle majeur au développement, les entreprises citent le manque de compétences non techniques, telles que la résolution de problèmes et la pensée créative qui sont acquises à travers l'expérience vécue. L'inadéquation des qualifications et les transitions inefficaces de l'école à la vie active ont pour effet l'accroissement du chômage des jeunes parallèlement à l'augmentation du niveau

d'instruction⁽³⁴⁾. Par conséquent, les jeunes travailleurs, particulièrement les jeunes instruits, connaissent de longues périodes de chômage avant de trouver des emplois stables. Un taux élevé de chômage parmi les diplômés de l'enseignement supérieur caractérise également le marché de l'emploi : 15,2% entre 2010 et 2012, 14,3% en 2013, 13,0% et 16,4% entre avril et septembre 2014, 15.5% entre 2015 et 2016⁽³⁵⁾. Malgré l'existence de ce nombre de chômeurs universitaires, le gouvernement maintient sa politique d'importation de travailleurs étrangers. L'inadéquation des compétences est dès lors un important défi⁽³⁶⁾.

3.3. Déficit d'emplois décents et augmentation continue du nombre d'emplois temporaires

La présence d'un déficit d'emplois décents et permanents est une autre cause du chômage en Algérie. Peu d'emplois à haute valeur ajoutée (décents) sont créés pour absorber la main-d'œuvre qualifiée en raison d'un ensemble de facteurs. L'imprévisibilité du climat de l'investissement, les coûts élevés de l'activité commerciale, la rigidité des réglementations du marché du travail et la lenteur des progrès accomplis vers la mise en place d'économies totalement ouvertes, ont empêché la croissance et l'investissement du secteur privé et encouragé l'informel. Les coûts élevés liés au recrutement offrent aux entreprises une forte incitation soit à ne pas embaucher de travailleurs ou à les embaucher au noir en dessous du salaire minimum. De ce fait, une forte proportion travaille dans le secteur informel non réglementé de l'économie, exerçant des emplois précaires sans contrats et sans mesures de protection sociale, ce qui a contribué au chômage des jeunes, plus particulièrement des jeunes instruits⁽³⁷⁾. La Prédominance du secteur privé, à mesure que l'Algérie évolue vers une économie de marché, a contribué aussi à une augmentation continue du nombre d'emplois temporaires. S'il est vrai que le secteur public fournissait 65% des emplois du secteur formel en 1987, il n'employait que 25% des travailleurs en 2004. Il convient de souligner qu'en 1989, le secteur public était le plus grand

employeur fournissant 54 % des emplois, cette proportion avait baissé passant à 40%, alors que la part des emplois dans le secteur privé avait augmenté passant à 60% en 2011. En 2016, ce dernier restait en effet le principal pourvoyeur d'emploi avec 58% des occupés⁽³⁸⁾ (voir tableau (2)).

Tableau (2) : Evolution des emplois par type de PME

Types PME	Année 2014		Année 2015		Année 2016	
	Nbre	(%)	Nbre	(%)	Nbre	(%)
PME Privées						
Salariés	1259154	58,37	1393 256	58,75	1489443	58.62
Employeurs	851511	39,47	934037	39,40	1022231	40.23
S/Total	2110665	97,84	2327293	98,16	2511674	98.86
PME Publiques						
Total	2157232	100,00	2371020	100,00	2540698	100.00

Source : Ministère de l'Industrie et des Mines. Bulletins d'information Statistique des PME. 2014/2016, Direction Générale de la Veille Stratégique, des Etudes et des Systèmes d'Information, pp.10-15.

Les enquêtes emploi de l'ONS, révèlent de façon éclatante l'essor de l'auto-emploi et de l'emploi salarié précaire au cours de ces deux dernières décennies. Cette évolution a induit une modification de la structure de l'emploi au détriment du salariat permanent et en faveur de l'auto-emploi. Le salariat non permanent a connu une expansion considérable dépassant ainsi, pour la première fois, en 2010, le volume du salariat permanent. Le salariat non permanent est essentiellement occupé par le secteur privé et se développe aussi de façon significative dans le secteur public, notamment dans le cadre des dispositifs publics d'emplois temporaires de lutte contre le chômage (CPE, ESIL, AIG, TUPHIMO...). Le taux de chômage apparent, après une augmentation durant la décennie 1990, connaît durant cette dernière décennie une baisse considérable (29,7% en 2000 et à peine 10% en 2010). Il est frappant de constater que cette baisse du taux de chômage s'accompagne d'une augmentation quasi-symétrique de l'emploi salarié non permanent, mais aussi de l'emploi indépendant qui est essentiellement informel. Cette expansion de l'emploi indépendant et de l'emploi salarié précaire traduit ainsi l'expansion de l'emploi informel qui

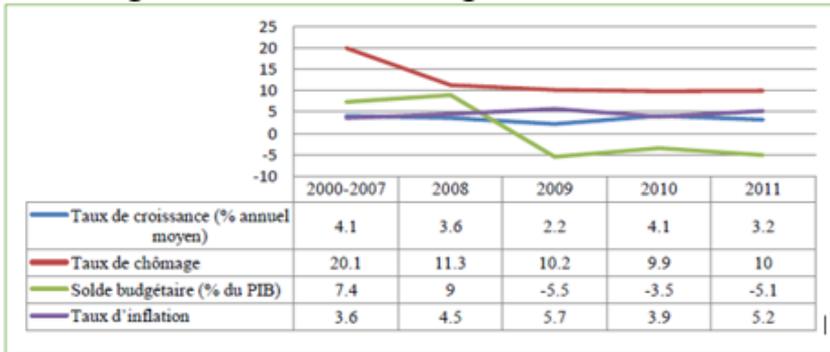
recouvre outre les employeurs non déclarés et les aides familiaux, des travailleurs non déclarés et occasionnels⁽³⁹⁾. Un phénomène est à souligner, l'importance du turn-over dans les entreprises du secteur privé (PME/TPE). Les emplois créés par les TPE sont de moindre qualité que dans les grandes entreprises. Le taux de stabilité dans le premier emploi dans les TPE est inférieur à celui dans les grandes entreprises. Ce qui voudrait dire que si les TPE jouent un rôle important dans la primo-insertion des jeunes, les emplois qu'elles leur offrent sont loin d'être les plus stables et donc les plus désirables à leurs yeux. C'est pourquoi elles constituent pour beaucoup d'entre eux un espace transitoire⁽⁴⁰⁾. Ceci atteste que la propension du gouvernement à créer des emplois de façon épisodique pour des travailleurs plus qualifiés, a accru les attentes parmi les diplômés de l'université, qui préfèrent rester au chômage pendant des périodes prolongées plutôt que d'accepter des emplois moins bien rémunérés dans le secteur privé.

3.4. La crise économique

La crise économique mondiale s'est emparée de l'Algérie à un moment où la croissance de la population jeune était à son maximum. Dans un premier temps, la crise n'a pas touché le pays aussi durement que d'autres régions, car il est peu relié aux marchés internationaux. Toutefois, l'économie Algérienne est fortement dépendante des marchés européens pour le commerce et les flux de capitaux de même que pour le tourisme, de sorte que la récession a eu des répercussions tardives. Elle a provoqué un ralentissement de la demande européenne (et mondiale) pour les exportations, affectant ainsi le secteur des hydrocarbures, et le résultat, des pertes importantes d'emplois en particulier au niveau des jeunes et des femmes⁽⁴¹⁾. Notons que la stabilité de l'économie et son niveau de croissance étaient tributaires de l'évolution des prix des hydrocarbures déterminés sur le marché international, le moindre choc produirait des effets déstabilisants sur l'économie nationale. Avec le rétrécissement de l'économie formelle, l'économie informelle s'est développée. Les entreprises ne veulent pas embaucher des personnes sur contrat

en période de récession, et le taux de chômage augmente. En contexte de forte croissance hors hydrocarbures (environ 6% au cours de la dernière décennie), le chômage a chuté de manière continue pour atteindre respectivement 10,2% et 9.9% en 2009 et 2010, grâce aux dispositifs mis par le gouvernement tels que : ANSEJ et CNAC, le taux de chômage demeure, cependant, élevé parmi les jeunes (voir figure(3)).

Figure (3) : l'impact de la crise sur la croissance, l'emploi, le solde budgétaire et l'inflation en Algérie.



Source : figure établie par Souàd, Oukaci et Massinissa, Zouagui sur la base des données du : Fonds monétaire international (FMI). Rapport sur les économies nationales. 2009.

3.5. Les Flux migratoires

En Algérie, l'immigration est un dossier très sensible sur le plan de la politique intérieure. C'est pour cela que les statistiques officielles ne sont généralement pas accessibles publiquement, et que les estimations varient considérablement de source en source. Ainsi, le recensement national de 2008 dénombre 95.000 migrants légaux, soit 0,24 pour cent de la population, le Ministère du Travail déclare avoir enregistré en 2014, 140.000 travailleurs étrangers, et une analyse des différentes statistiques algériennes en 2012 a abouti à un total de 170.000 travailleurs migrants, dont 13.000 étudiants⁽⁴²⁾. Le nombre de migrants en situation irrégulière est estimé entre 20.000 et 30.000⁽⁴³⁾. Outre, l'urbanisation du désert algérien a aussi, et surtout depuis les années 1990, été considérablement accélérée par les flux migratoires d'Afrique subsaharienne. A titre d'exemple, les

migrants la ville de Tamanrasset sont des migrants d'Afrique subsaharienne, dont la majorité en provenance du Mali et du Niger. Ces individus travaillent surtout dans des secteurs tels que l'agriculture et la construction, mais également dans le tourisme et le travail domestique. La libéralisation économique et les accords économiques bilatéraux conclus Depuis le début des années 2000, ont également conduit à une augmentation de l'immigration. Avec les investisseurs et entreprises asiatiques, de nombreux travailleurs chinois et indiens se sont ainsi installés en Algérie pour travailler dans le bâtiment et dans l'industrie sidérurgique, en particulier aux échelons hiérarchiques supérieurs. C'est ainsi qu'en 2014, l'ambassade de Chine a déclaré 40.000 travailleurs chinois en Algérie⁽⁴⁴⁾. (Voir tableau (3))

Tableau (3) : Bilan des déclarations d'investissement : locaux et impliquant des étrangers, année 2017

	Nbre de projets	Taux	Nbre d'emplois	Taux
Investissements locaux	4941	97,7	153093	91,3
Investissements impliquant des étrangers	116	2,3	14325	8,7
Total	5057	100,00	167618	100,00

Source : Ministère de l'Industrie et des Mines. Bilan des investissements impliquant des étrangers, 2017, Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI).

Site de téléchargement : <http://www.andi.dz/index.php/fr/declaration-d-investissement/bilan-des-declarations-d-investissement-annee-2015>
07/10/2018.

4. Conséquences du chômage sur l'économie Algérienne

Le chômage a eu et continue d'avoir des effets économiques, sociaux et psychologiques, sauf que nous allons présenter d'une façon détaillée les principaux effets économiques.

4. 1. Conséquences du chômage sur la consommation

D'une manière générale, le niveau du chômage influence fortement la consommation et donc l'économie d'un pays. En effet, un des principaux moteurs de l'économie est la consommation. Une forte baisse de celle-ci entraînera mécaniquement une chute de croissance. Les chômeurs verront

leur pouvoir d'achat se réduire, et dépenseront moins en reportant leurs achats non indispensables. Mais les chômeurs ne sont pas les seuls concernés par cette diminution du pouvoir d'achat. En effet, on a souvent constaté qu'après l'annonce d'une hausse du taux de chômage dans les médias, la consommation se mettait à décroître, et ce même chez la population active disposant encore de son travail. Il s'agit là d'un phénomène psychologique, les travailleurs anticipant une baisse de leur pouvoir d'achat se prémunissent en économisant plutôt qu'en consommant, ils préfèrent épargner. L'événement du chômage survenant dans une famille via l'un ou plusieurs de ses membres n'est pas un phénomène marginal. Sa fréquence le rend constitutif de la vie de famille, il est responsable en moyenne d'une baisse de près d'un quart de la consommation des ménages. Disposant de ressources initiales relativement faibles, les ménages sont plus exposés par le chômage à la pauvreté dans le milieu ouvrier qu'ailleurs. Les personnes isolées sans emploi ou chômeurs de longue durée ont une consommation deux fois plus faible que des ménages du même type non touchés par le chômage. Le niveau des dépenses courantes ne dépend pas seulement du revenu. Le ménage peut tirer sur son épargne. Les réserves manquent aux pauvres, et plus l'avenir du marché du travail est sombre, plus il est probable qu'elles soient plus modestes⁽⁴⁵⁾. Généralement, les ménages ajustent leur consommation à leur revenu. Leur taux d'épargne augmente, et donc leur taux de consommation diminue, quand le taux de croissance de leur pouvoir d'achat augmente et lorsque le taux de chômage croît⁽⁴⁶⁾. Les ménages plus aisés sont en meilleure situation de défendre leur consommation. Les études sur les consommations des ménages confirment le poids du chômage sur les conditions de vie des familles. Ainsi, une analyse portant sur les budgets des ouvriers souligne la relation entre des situations où l'homme est au chômage et la femme au foyer, ou encore celles où les deux conjoints sont en recherche d'emploi, et des consommations qui sont inférieures aux consommations correspondantes de

ménages sans chômeurs. Plus que ça, le chômage constitue l'une des causes principales du non remboursement des emprunts obtenus par les ménages⁽⁴⁷⁾.

4.2. Conséquences du chômage sur l'Etat

En plus de ses conséquences directes sur la consommation, le chômage a une influence importante sur l'Etat lui-même, qui se doit rassurer les citoyens en appliquant des mesures coûteuses dont les effets bénéfiques ne sont pas immédiats. Ces mesures plombent les comptes publics, mais peuvent avoir un impact direct pour limiter les effets d'une crise économique. Parmi ces mesures, on observe souvent la mise en place de plans de relance. Le premier plan de soutien à la relance économique 1999-2004 dotait de plus de 70 milliards de dollars US, et le second 2004 - 2009 dotait d'une enveloppe de plus de 180 milliards de dollars US. Le constat, est que ces plans n'ont pas réussi à inverser les tendances profondes de la crise économique que connaît le pays depuis deux décennies, où l'on assiste à un renforcement de la dynamique rentière. Dans le contexte du taux de chômage, celui-ci demeure élevé, et frappe les diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui démontre un ralentissement de l'activité économique et l'inadaptation de l'appareil économique aux nouvelles mutations internationales⁽⁴⁸⁾.

4.3. Conséquences du chômage sur la situation financière de l'état

L'augmentation de l'offre d'emplois précaires produit en parallèle une augmentation du travail dissimulé ou au noir. Comme l'a signalé la BAfD, un certain nombre de facteurs empêchent la croissance du secteur privé et encouragent le travail informel non réglementé, ce qui donne aux entreprises une forte incitation à ne pas embaucher des travailleurs ou à les embaucher en dessous du salaire minimum. Si le travail dissimulé représente un véritable intérêt pour "les employeurs indéliçats", en raison du niveau des cotisations sociales, il entraîne une perte de ressources publiques, et il s'accompagne souvent de conditions de travail difficiles voire dangereuses pour les travailleurs employés illégalement⁽⁴⁹⁾. C'est ainsi pour

la situation financière de l'Etat qui doit en effet prendre en charge les aides sociales et le manque à gagner des institutions publiques, telle que la sécurité sociale qui se finance principalement par les cotisations sur les salaires. Par ailleurs, le financement Etatique des aides sociales comme l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), dans le but d'améliorer La protection sociale, représente un investissement, mais aussi Une charge, en raison de l'importance du budget. Avec l'augmentation du chômage, le nombre d'allocataires va en augmentant. Toutes ces dépenses engendrées par le chômage ne font qu'accroître les difficultés économiques d'un état⁽⁵⁰⁾, qui doit le plus souvent s'endetter en période de crise.

4. 4. Conséquences du chômage sur la production

Le chômage a des influences sur les plans micro et macroéconomique. Au niveau des entreprises qui produisent et commercialisent en Algérie, celles-ci sont directement impactée par la hausse du taux de chômage. La baisse de la consommation domestique engendre logiquement la baisse de la production. L'existence d'activités et La diversification du chiffre d'affaires dans d'autres pays peut être un facteur non négligeable de sécurité pour l'entreprise. Sur le plan macroéconomique, L'écart de production correspond à la différence entre la production réelle et la production potentielle de l'économie. La production potentielle désigne la quantité maximale de biens et de services que peut générer l'économie de façon soutenue avec les ressources existantes (main-d'œuvre, équipement et savoir-faire organisationnel et technologique). La production effective (réelle) dépend de la demande. Si cette dernière est inférieure à la production potentielle, cela signifie que l'économie tourne en dessous de son potentiel, et qu'il existe des capacités productives inutilisées. Une partie de la population active est au chômage⁽⁵¹⁾. Par ailleurs, un écart de production positif, signifie que l'économie fonctionne au-dessus de sa capacité pour maintenir ce niveau de production, en raison de la demande excédentaire qu'exprime une consommation excédentaire. Alors qu'un écart de production négatif, signifie

que l'offre est excédentaire. Comme il est difficile d'estimer la production potentielle et l'écart de production, il faudrait examiner également plusieurs indicateurs, pour mieux juger l'intensité globale des pressions sur la capacité de production au sein de l'économie, mentionnons notamment l'emploi⁽⁵²⁾. Dans le cadre d'une analyse économique basée sur l'opposition entre l'inflation et le chômage, un écart de production positif, correspond à une situation de surchauffe et se caractérise par de l'inflation. Alors qu'à l'inverse, un écart de production négatif, s'accompagne d'une sous-utilisation des capacités productives et par conséquent de chômage⁽⁵³⁾.

5. Politiques de d'emploi et de lutte contre le chômage en Algérie

Dans un contexte d'élévation des taux du chômage qui affecte encore les jeunes, les femmes et les diplômés universitaires, dont plusieurs facteurs interviennent : démographiques, sociologiques, culturels, juridiques et économiques, les politiques de l'emploi constituent un outil primordial de lutte contre ce fléau⁽⁵⁴⁾. Ces politiques se présentent sous formes de mesures mises en œuvre par les administrations publiques dans le but d'accroître l'emploi. Par conséquent, la conjugaison des effets de la hausse démographique postindépendance sur l'essor de la population active et de ceux de l'ouverture du marché national, du fait de la mondialisation des échanges, sur la situation de l'emploi, ont amené l'Etat Algérien à mettre en place des politiques de l'emploi dès la fin des années 1980 et tout au long de la dernière décennie, pour remédier au déséquilibre du marché du travail, afin de réguler la montée du chômage, ainsi que de corriger les conséquences qui y sont liées. Ainsi, La priorité a été donnée aux politiques actives en raison d'une série de facteurs. En premier lieu, les politiques de l'emploi coûtent cher et ne produisent pas immédiatement des effets visibles. Dans ces conditions, le choix a consisté à favoriser les mesures qui facilitaient l'accès à l'emploi, plutôt que celles (les mesures passives) qui, par le versement d'allocations chômage ou de toute autre aide, auraient pu

apparaître ne pas encourager la recherche active d'emploi. En deuxième lieu, le contexte international du moment affichait, notamment du côté des pays de L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), une orientation très nette en faveur des mesures actives de l'emploi, ce qui ne pouvait être ignoré par l'Algérie. En troisième lieu, pour les décideurs politiques, les mesures actives en faveur de telle ou telle catégorie de la population offrent l'avantage d'un affichage clair de leurs orientations. Parmi les différentes typologies possibles des mesures actives, on distinguera les mesures de formation et insertion, les dispositifs d'aide à la création d'activité et les programmes de travaux publics⁽⁵⁵⁾. Comme le gouvernement est le principal pourvoyeur de ce type de programme, des acteurs non gouvernementaux s'impliquent aussi dans le financement et la mise en œuvre de ces derniers (Voir le tableau (4)). Cependant, dans certains cas, les failles importantes dans la conception de ces programmes ont fortement entamé leur efficacité, tandis que dans d'autres cas, l'absence d'une évaluation rigoureuse permet difficilement d'apprécier les résultats des programmes.

Tableau (4) : Institutions actives sur le marché de l'emploi en Algérie

Organisation et réglementation du marché du travail	Intermédiation sur le marché du travail/placement	Informations sur le marché du travail	Gestion des actifs Prog de travail
Ministère du travail, de l'Emploi et Sécurité sociale	ANEM, CNAC, Bureau national de statistique, observatoire du marché de l'emploi	ANEM, Bureau national de statistique, observatoire du marché de l'emploi	CNAC, ADS, ANSEJ, ANGEM

Source : Banque Africaine de Développement (BAfD), op. Cit., p. 16.

Liste des acronymes

- L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM)
- Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ)
- La Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC)
- Les dispositifs gérés par l'Agence de Développement Social (ADS)
- Les dispositifs gérés par l'Agence Nationale de Gestion du Micro crédit (ANGEM)

Conclusion

Bien que le chômage soit un phénomène que connaissent tous les pays du monde à différents niveaux de développement

économique, ce dernier a des caractéristiques, des causes et des conséquences spécifiques en Algérie. Il accuse de fortes inégalités entre jeunes et adultes (le taux de chômage des jeunes est plus élevé que celui des adultes), entre hommes et femmes (le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes), entre diplômés et sans diplômés (le taux de chômage des diplômés universitaires est plus élevé que celui des non diplômés). De nombreux facteurs fondamentaux ont induit le chômage en Algérie. La croissance démographique constitue un facteur explicatif des niveaux élevés de chômage des jeunes. En outre, le système éducatif ne produit pas des personnes ayant les compétences et les formations requises par le marché de l'emploi, trop peu d'emplois à haute valeur ajoutée et permanents sont créés pour absorber la poussée démographique, la stratégie lancée en 2003 qui consiste à importer des travailleurs étrangers pour exécuter les grands programmes économiques et la crise économique qui a affecté le pays. Ainsi, le chômage influence fortement l'économie Algérienne. Il est responsable d'une baisse de la consommation qui engendre logiquement une baisse de la production, d'une augmentation des taux des dépenses qui représentent en vérité des charges, ce qui va accroître les difficultés économiques de l'état qui doit le plus souvent s'endetter.

Références

-
- (1) Lahcène, Bouriche et Chaib, Bounoua. « Les déterminants du marché du travail en Algérie : Une analyse quantitative des structures de l'offre et la demande d'emploi (1980-2009) ». Les Cahiers du Management des Entreprises et du Capital Social (MECAS), 6, (2010) : pp. 59-60.
 - (2) Ibid.
 - (3) Georges, Mutin. Le contexte économique et social de la crise algérienne. Mario Melle éditions, 1997, pp. 16-17.
 - (4) Ibid.
 - (5) Nations Unies. Commission Economique pour l'Afrique. Rapport du Bureau pour l'Afrique du Nord sur la situation

- concernant Les Jeunes, Acteurs du Développement : Etre jeune au Maghreb. 2011. Tunis, pp. 5-11.
- (6) Lahcène, Bouriche et Chaib, Bounoua, op. Cit., p. 61.
- (7) Office National des Statistiques (ONS). Enquête Emploi auprès des Ménages (2011). 2012. Alger, p. 13.
- (8) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2013/2014/2015/2016/2017. Alger, pp. 2-3.
- (9) Mohamed Saïb, Musette. Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail an Algérie. Alger, 2014, p. 9.
- (10) Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. De l'université au monde du travail. 2017. Alger, pp. 3-5.
- (11) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Document de projet concernant L'Autonomisation et emploi des jeunes dans les wilayas d'Adrar et Médéa. pp. 3-4.
- (12) Ibid.
- (13) Lahcène, Bouriche et Chaib, Bounoua, op. Cit., p. 60.
- (14) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2013. Alger, p. 2.
- (15) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2014/2015. Alger, p. 2.
- (16) Mohamed Saïb, Musette. op. Cit., p. 9.
- (17) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2016. Alger, p. 2.
- (18) Yamna, Achour Tani. « Analyse de la politique économique algérienne ». Thèse de Doctorat, Université Paris 1, Sorbonne, 2013, pp. 29-32.
- (19) Banque Mondiale. Rapport sur L'Intégration de la femme Algérienne dans le processus de développement. 2002. Pp. 11-12.
- (20) Ibid. P. 14.
- (21) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2016. Alger, p. 2.

- (22) Lamia, Benhabib. « Chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien : analyses multidimensionnelles et expérimentation ». Thèse de Doctorat, Université Paris- Est Creteil, 2017, pp. 65-66.
- (23) Office National des Statistiques (ONS). Enquête Emploi auprès des Ménages (2011), op. Cit., p. 13.
- (24) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2014/2015/2016. Alger, p. 2.
- (25) Fatiha, Talahit et Rafik, Boukli-Hassane. Marché du travail, régulation et croissance économique en Algérie. Papier présenté au 8ème réunion de recherche politique et sociale en Méditerranée, Florence, 2008, P. 11.
- (26) Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., p. 10.
- (27) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage (2017), op. Cit., p. 2.
- (28) Banque Africaine de Développement (BAfD). Rapport concernant Comment lutter contre le chômage des jeunes au Maghreb. 2011. P. 3.
- (29) Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., pp. 7-8.
- (30) Food and Agriculture Organization (FAO). Rapport concernant le Profil nutritionnel de l'Algérie – Division de l'alimentation et de la nutrition. 2005. P. 9.
- (31) Georges, Mutin, op. Cit., pp. 12-13.
- (32) Banque Africaine de Développement (BAfD), Op. Cit., pp. 3-4.
- (33) Ibid.
- (34) Banque mondiale. Report on the situation with regard to the Education Reform in the Middle East and North Africa. 2008. P. 21.
- (35) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2013/2014/2015/2016. Alger, pp. 2-3.
- (36) Banque Africaine de Développement (BAfD), op. Cit., p. 6.
- (37) Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., p. 10.
- (38) Banque Africaine de Développement (BAfD), Op. Cit., pp. 7-11.

- (39) Youghourta, Bellache. « Le secteur informel en Algérie : Approches, Acteurs et Déterminants ». Les cahiers du CREAD, 105/106, (2013) : p. 168.
- (40) Office National des Statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage (2017), op. Cit., p. 2.
- (41) Elyes, Bentabet. Très petites, petites et moyennes entreprises: entre tradition et innovation. 2008, p 21.
- (42) Katharina, Natter. « Au-delà de pays d'origine : Schémas migratoires en Algérie, au Maroc et en Tunisie ». Actes de recherche, (2016) : P. 24.
- (43) Mehdi, Lahlou. « Le Maghreb dans son environnement régional et international : Un schéma migratoire reconfiguré, dans les faits et dans l'approche politique » Actes de recherche, (2011) : Pp. 20-21.
- (44) Katharina, Natter, op. Cit., p. 25.
- (45) Banque Africaine de Développement (BAfD), op. Cit., pp. 11-12.
- (46) Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., p. 11-12.
- (47) Nicolas, Herpin. « Les conséquences du chômage sur la consommation ». Economie et statistique, 256 (1992), p. 43.
- (48) Jacques, Commaille. Rapport du groupe d'analyse des politiques publiques sur la situation concernant la Famille et chômage. 1999. Pp. 9-10.
- (49) Yamna, Achour Tani.op. Cit., p. 33.
- (50) Odette-Luce, Bouvier. « Le travail dissimulé. Questions de droit et de société ». Informations sociales, 142 (2006/2007) : pp. 125-126.
- (51) Yamna, Achour Tani, op. Cit., p. 33.
- (52) Banque du Canada. Documents d'information concernant L'écart de production. 2010. Pp. 1-2.
- (53) Ibid.
- (54) Lamia, Benhabib, op. Cit., p.39.
- (55) Bureau International du Travail (BIT). L'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb : Etude comparative entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. 2006. Pp. 39-53.